



66894

Distr.
LIMITEE
E/CN.14/659
E/CN.14/ECO/112
11 février 1977
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence
des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité exécutif

Seizième réunion

Kinshasa, 21-22 février 1977

RAPPORT SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE

TABLE DES MATIERES

	Page
I. PRINCIPES DIRECTEURS - - - - -	1 - 2
II. EXAMEN DES ARRANGEMENTS INTERGOUVERNEMENTAUX EN MATIERE DE COOPERATION ECONOMIQUE - - - - -	3 - 12
III. PROJETS DE COOPERATION EXECUTES SOUS LES AUSPICES DE LA CEA - - -	12 - 20
IV. CONCLUSION - - - - -	31

I. PRINCIPES DIRECTEURS

L'objet du présent rapport est de passer brièvement en revue les arrangements existants en matière de coopération intergouvernementale en Afrique ainsi que les projets exécutés avec l'assistance de la CEA, d'évaluer les progrès accomplis et d'identifier les problèmes et les goulots d'étranglement qui nécessitent l'attention. L'examen des projets de la CEA porte essentiellement sur la période comprise entre la douzième et la treizième sessions de la Commission (1975-1977). En raison de l'importance que revêt la coopération économique multinationale, le secrétariat de la CEA soumettra des rapports biennaux sur cette question à la Conférence des ministres de la CEA.

Le mandat de la Commission économique pour l'Afrique stipule à l'alinéa a) du paragraphe 1 que la CEA devra "prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde" et à l'alinéa f) du paragraphe 1 que la Commission devra "aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région".

Au cours de ses diverses sessions, la Commission a adopté un certain nombre de résolutions visant à renforcer la coopération économique. En particulier, l'importance de la coopération économique en tant que stratégie de développement économique a été mise en relief lors de la cinquième session de la Commission en 1963 lorsque, en application des recommandations faites par le Comité permanent du commerce (E/CN.14/174) et par le Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles (E/CN.14/192), la Commission a adopté la résolution 86(V) par laquelle elle priait le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études intensives sur les principaux problèmes que pose la création d'un marché commun africain, en s'attachant à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains. Une résolution adoptée à la huitième session de la Commission en 1967 a élaboré le cadre général définissant les modalités de coopération économique en Afrique.

Plusieurs résolutions et recommandations adoptées ultérieurement par la CEA et par l'OUA mettent en particulier l'accent sur la coopération multinationale et l'autonomie collective. La Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique adoptée par les Chefs d'Etat et de gouvernement africains en 1973 soulignait l'importance qu'attachent les pays africains à l'autonomie collective et à l'indépendance économique et énonçait les grandes lignes d'une coopération aux niveaux régional, sous-régional et sectoriel. Lors de sa onzième session extraordinaire, tenue à Kinshasa en décembre 1976, le Conseil des ministres de l'OUA a insisté sur l'importance des mesures de coopération en Afrique et a recommandé divers programmes et mécanismes visant à accélérer le processus de coopération économique.

Dans le cadre de ces principes directeurs et compte tenu également des principes et des objectifs énoncés dans le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ^{1/} et de la résolution sur le développement et

^{1/} Résolution 3202(S-VI) adoptée par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire.

la coopération économique internationale adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa septième session extraordinaire, le secrétariat de la CEA, en consultation avec le Comité exécutif de la CEA et les Etats membres, a formulé une stratégie et des directives portant sur un programme d'action 2/. Le plan directeur établi par le secrétariat de la CEA, et qui a été approuvé par le Conseil des ministres de l'OUA à sa onzième session extraordinaire, souligne notamment que le processus de développement national optimal ne peut être pleinement réalisé que par une action multinationale. Tels sont le fondement et l'objectif de la coopération économique multinationale. La prédominance de la production de subsistance dans la plupart des pays africains, l'existence de marchés nationaux fragmentés dont la conséquence est qu'il est difficile d'établir des unités de production viables, et la sous-utilisation des ressources font que la coopération économique est indispensable si l'on veut assurer la transformation nationale des économies des pays africains. Il est donc indispensable que les programmes de développement national soient liés aux programmes sous-régionaux et régionaux et que chaque pays intègre la coopération économique à sa propre politique socio-économique nationale.

Toutefois, l'adoption de programmes d'action et de résolutions ne suffit pas. Bien que l'élaboration de directives et de principes et l'adoption de résolutions et de recommandations soient chose aisée, l'exécution détaillée des programmes et des projets constitue une tâche autrement plus importante et difficile. Les progrès accomplis dans l'exécution des programmes multinationaux sont relativement lents. Il est à craindre que, si l'exécution de ces programmes ne progresse pas sensiblement, l'économie des pays africains ne soit gravement affaiblie. Il est urgent d'agir immédiatement.

Depuis la dernière réunion de la Conférence des ministres de la CEA tenue en 1975, un certain nombre de facteurs et de circonstances ont rendu urgente la nécessité de mettre en oeuvre des programmes multinationaux. La récession prolongée et les graves pressions inflationnistes qu'ont connues les pays développés à économie de marché, l'augmentation du coût du pétrole, les fluctuations du coût d'autres produits de base et les difficultés financières et de balance des paiements qui en ont été la conséquence, l'échec de la quatrième session de la CNUCED et les résultats décevants du dialogue nord-sud, tous ces éléments concourent à renforcer la nécessité pour les pays africains de réduire leur dépendance vis-à-vis des pays développés et de promouvoir une autonomie collective à l'intérieur de la région africaine. Les mesures visant à atteindre cet objectif devraient désormais être considérées comme hautement prioritaires.

Ces mesures pourraient être réalisées soit grâce au renforcement et à l'utilisation plus judicieuse des mécanismes existants de coopération au niveau intergouvernemental soit encore grâce à l'adoption de nouvelles initiatives. Il est donc nécessaire d'évaluer les organisations existantes afin de déterminer si, au cas où ces organisations seraient renforcées, les résultats souhaités seraient obtenus ou afin de déterminer si ces organisations devraient être modifiées et s'il conviendrait de prendre des nouvelles initiatives.

2/ Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986 (E/CN.14/ECO/90/Rev.3).

II. EXAMEN DES ARRANGEMENTS INTERGOUVERNEMENTAUX EN MATIERE DE COOPERATION ECONOMIQUE

En 1976, il existait environ 75 organisations intergouvernementales de coopération en Afrique ^{3/}. Ces organisations englobent des organisations polyvalentes (marchés communs et unions douanières), des organisations multisectorielles portant sur des domaines limités, des organisations n'intéressant qu'un seul secteur et des organisations spécialisées telles que les institutions de coopération financière. On trouvera au tableau 1 l'indication du nombre de ces organisations et des pays qui en sont membres. En outre, il existe des conférences institutionnalisées de ministres et de hauts fonctionnaires dans un certain nombre de domaines déterminés.

Si l'on en juge d'après le nombre élevé de ces organisations, on pourrait imaginer que les progrès sont en bonne voie. Ce serait toutefois une erreur de penser que la multiplicité des organisations intergouvernementales constitue la démonstration d'une tendance irrésistible à l'intégration économique et à l'autonomie collective. Bien que ces organisations permettent d'entreprendre des actions concrètes en vue de l'application des principes de la coopération multinationale et de l'autonomie collective, il convient de souligner que l'efficacité de plusieurs d'entre elles en tant qu'instruments de promotion de la coopération semble être marginale. Un certain nombre de réalités contrastent avec la ferveur manifestée pour mettre en place de telles institutions.

Bien que l'on n'ait pas encore terminé une évaluation détaillée de chaque organisation, il semble d'après les renseignements dont on dispose qu'il y aurait peut-être lieu de réviser et de restructurer ces organisations afin de les rendre plus efficaces.

Les critères et principes énoncés dans la stratégie de la CEA pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique et les données d'expérience accumulées au cours des quelques dernières années font apparaître un certain nombre de problèmes d'importance critique qui nécessitent une attention prioritaire.

En premier lieu, dans un continent où les marchés nationaux sont de faibles dimensions (seuls deux pays ont une population supérieure à 30 millions d'habitants) et où les ressources humaines et matérielles demeurent sous-employées, l'objectif primordial de la constitution de groupes économiques est de créer des marchés suffisamment vastes pour permettre de créer des unités de production viables dans les secteurs industriel et primaire, d'accroître la capacité d'absorption et d'adaptation des techniques et de promouvoir l'exploitation des complémentarités. La multiplicité des groupements multinationaux de dimensions relativement faibles ne contribue guère à la réalisation de ces objectifs. Certains de ces groupements ne comprennent que trois à quatre pays et, sur une moyenne de 2 à 4 millions d'habitants dans chaque pays, quatre pays pris ensemble devraient avoir une population se situant autour de 16 millions d'habitants.

^{3/} Pour une liste détaillée de ces organisations et pour tous renseignements concernant leur mandat, leurs objectifs, leur composition etc., voir : CEA, Répertoire des organisations intergouvernementales de coopération en Afrique (E/CN.14/CEC/1/Rev.2; CNUCED, Coopération et intégration économiques entre pays en développement TD/B/609/Add.1, (vol. III); CNUCED, TD/B/530/Add.1, Partie II et CNUCED, TD/B/609 -vol. II).

En deuxième lieu, la multiplicité à l'intérieur d'une seule sous-région d'organisations ayant en gros des attributions analogues et des objectifs identiques risque d'entraîner des rivalités, des chevauchements d'efforts, des incohérences et une fragmentation des activités. En conséquence, l'efficacité de ces organisations s'en trouve réduite.

Par exemple, en Afrique du Centre, il existe trois organisations, à savoir l'Union douanière et économique d'Afrique centrale (UDEAC), l'Union des Etats de l'Afrique centrale (UEAC) et la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). Il existe en Afrique de l'Ouest quatre organisations principales, indépendamment de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à savoir la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), le Conseil de l'Entente et le Fonds d'entraide et de garantie des emprunts, l'Union du fleuve Mano et l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). En outre, on peut citer les institutions de coopération financière ci-après : l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Deux commissions relatives aux bassins fluviaux, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et la Commission du fleuve Niger (CFN) sont composées d'Etats de l'Afrique du Centre et de l'Afrique de l'Ouest.

Il ressort de l'examen approfondi des objectifs de la plupart de ces organisations qu'ils visent à la libéralisation du commerce, à l'application de tarifs extérieurs communs à l'égard des tiers, à la coordination des principaux secteurs économiques et, en dernier ressort, à l'instauration d'une certaine forme de marché commun ou d'union douanière.^{4/} Même dans le cas des organisations qui ont été créées à l'origine en vue d'objectifs spécifiques d'application limitée, leurs structures ont été révisées et élargies progressivement de façon à englober la coordination des principaux secteurs économiques. Pour ne citer que deux exemples, l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal s'occupait à l'origine de la mise en valeur de ce fleuve mais, peu à peu, ses objectifs ont été élargis de façon à englober la coordination des politiques économiques et des plans nationaux de développement. Le Conseil de l'Entente a été initialement créé comme un fonds de garantie des prêts contractés par les Etats membres mais les objectifs du Conseil englobent désormais les installations touristiques communes et la coordination du développement industriel.

Comme on peut le constater d'après le tableau 1, il existe des doubles emplois. Dans l'Afrique du Centre, les Etats membres de l'UDEAC sont également membres de la BEAC. Le Tchad est membre tout à la fois de la BEAC et de l'UEAC mais non pas de l'UDEAC. En Afrique de l'Ouest, la composition de la CEAO se recoupe avec celle de l'OMVS, de la BOAD et du Conseil de l'Entente. La composition de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest se recoupe avec celle de l'OMVS, de l'Union du fleuve Mano et de la CEAO. Tous les pays du Conseil de l'Entente sont membres de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest ainsi que de la BOAD. La seule organisation de l'Afrique de l'Ouest qui englobe toutes les organisations intergouvernementales est la CEDEAO.

En troisième lieu, le fait que certains pays appartiennent à plus d'une seule organisation signifie que leurs ressources en personnel et leurs ressources financières limitées sont réparties entre deux ou plusieurs organisations multinationales. Cette situation va à l'encontre de l'objectif d'une mise en commun des ressources aux fins de la restructuration des économies africaines.

^{4/} Voir E/CN.14/CEC/1/Rev.2 et TD/B/609, vol. II.

En quatrième lieu, le fait d'appartenir à plus d'une seule organisation et la tendance qu'ont certains pays à se retirer d'une organisation pour rallier un groupement voisin entraînent des conflits d'intérêts et une situation d'instabilité. Lorsque l'UDEAC a été créée en 1966, elle se composait de cinq Etats : le Congo, l'Empire centrafricain, le Gabon, la République-Unie du Cameroun et le Tchad. L'Empire centrafricain et le Tchad se sont retirés de l'Union en 1968 pour former avec le Zaïre l'Union des Etats de l'Afrique centrale. L'Empire centrafricain est revenu sur cette décision au mois de décembre de la même année. En 1968, la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal ont formé l'Organisation des Etats riverains du Sénégal (OERS). La Mauritanie et le Sénégal étaient en outre membres de l'Union monétaire ouest-africaine et ces deux pays, conjointement avec le Mali, appartenaient également à l'UDEAO ^{5/}. Cette situation a abouti à des politiques monétaires et commerciales incohérentes et l'OERS a cessé d'être en 1971. L'OMVS qui a été constituée en 1972, a succédé à l'OERS.

Enfin, le fait que chaque organisation se préoccupe de questions d'ordres internes donne parfois lieu à des difficultés politiques entre organisations voisines et crée de la sorte des obstacles entravant une coopération plus large qui se traduirait par des avantages substantiels.

Il semble donc qu'à l'avenir, il faudrait s'efforcer non pas de créer davantage d'organisations ni même de renforcer celles qui existent déjà dans l'espoir d'accélérer ainsi de façon pratique et concrète la coopération économique entre pays africains, mais de modifier et de restructurer les organisations existantes. L'objectif devrait être de rationaliser le fonctionnement de ces institutions. Tout en reconnaissant que la diversité des besoins économiques et sociaux en Afrique et la complexité des relations économiques internationales peuvent nécessiter ou justifier l'existence de plusieurs organisations intergouvernementales, les modalités de coopération entre ces organisations étant diverses, il y a lieu de penser que l'on obtiendrait de meilleurs résultats dans le cadre d'un nombre limité d'organisations multisectorielles de plus vastes dimensions qui favoriseraient l'instauration d'un équilibre réel entre les Etats appartenant au même groupement.

Afin de rationaliser les organisations existantes, trois méthodes sont recommandées :

La première méthode, à court terme, consisterait à mettre en place des mécanismes de coordination des programmes des organisations intergouvernementales de telle manière que les organisations voisines ayant des objectifs identiques ou analogues puissent unir leurs forces en vue de la réalisation de ces objectifs. Il faudrait également conclure des arrangements d'assistance mutuelle pour la mobilisation des ressources et la formation de personnel. Il convient de noter à cet égard que la CEA et l'OUA, sur l'initiative d'un certain nombre d'organisations intergouvernementales, concluent actuellement des arrangements pour la convocation d'une deuxième réunion de représentants des organisations intergouvernementales en Afrique aux fins de définir leurs modalités de coopération.

La deuxième méthode, qui est très proche de la première, consisterait à encourager les organisations voisines intéressant un secteur limité à coopérer étroitement en vue de la préparation et de l'exécution de leurs programmes. Ce que l'on envisage est

^{5/} L'UDEAO a depuis lors été remplacée par la CEAO.

d'orienter progressivement vers l'extérieur des groupements de dimensions relativement faibles, non seulement de façon à leur permettre de s'entraider dans les secteurs qui font déjà partie de leurs programmes mais également dans d'autres secteurs qui intéressent leurs Etats membres ainsi que des pays voisins qui ne sont pas nécessairement membres de l'un quelconque des groupements en question. Cette expansion vers l'extérieur et sur une base sectorielle de groupements ayant des objectifs limités pourrait notamment s'établir sur la base d'un échange sélectif de ressources (par exemple, les spécialistes) et prendre d'autres formes d'appui mutuel aboutissant à une coopération plus large entre plusieurs groupements et Etats voisins dans le cadre d'un système de cercles concentriques englobant différentes fonctions et divers degrés de coopération économique.

La troisième méthode consisterait à intégrer progressivement les groupements de petites dimensions et/ou n'intéressant qu'un secteur limité à des groupements multisectoriels dans le cadre éventuellement d'une coopération élargie qui viserait à une intégration économique structurée de façon beaucoup plus étroite.

Dans chacune des quatre sous-régions administratives de la CEA, à savoir l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Centre, l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Nord, il existe une institution multinationale intéressant plusieurs secteurs qui pourrait constituer le noyau d'une amalgamation progressive des groupements intéressant un secteur limité ou des groupements de faibles dimensions existant dans chaque sous-région dans le cadre d'un mécanisme multisectoriel élargi visant à promouvoir la coopération économique au niveau sous-régional en tant que première mesure visant à instaurer à terme une intégration économique régionale.

Ces institutions sont les suivantes : la CEDEAO en Afrique de l'Ouest, l'UDEAC en Afrique du Centre, le CPCM en Afrique du Nord et la Communauté de l'Afrique orientale en Afrique de l'Est et en Afrique australe. La solution des problèmes auxquels se heurtent l'UDEAC, le CPCM et la Communauté de l'Afrique orientale serait une condition préalable au processus d'amalgamation dont il vient d'être fait mention.

a) La CEDEAO illustre de façon remarquable une nouvelle méthode de coopération entre pays africains en ce sens que cette organisation ne se limite pas à un seul groupe linguistique (francophone, anglophone etc.) ni à une petite région géographique. La Communauté dépasse les frontières linguistiques, culturelles et géographiques héritées de la colonisation européenne et englobe un nombre de pays plus élevé que tout autre groupement multisectoriel analogue non seulement en Afrique de l'Ouest mais également dans l'ensemble du continent africain, à l'exclusion de l'OUA. Les seules autres organisations multinationales qui pourraient rivaliser avec la CEDEAO sont l'Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM) et la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO). Toutefois, l'OCAM, bien que comprenant des pays situés dans plus d'une seule sous-région, se compose uniquement de pays africains francophones (à l'exception de Maurice) et son champ d'action s'est trouvé considérablement réduit par les retraits successifs de plusieurs de ses membres. La CEAO ne regroupe que six pays comprenant des anciennes colonies françaises en Afrique et se trouve à l'intérieur de la zone géographique constituée par la CEDEAO.

Les principaux objectifs de la CEDEAO sont l'établissement d'un tarif douanier commun entre les Etats membres grâce à l'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires entre ces Etats et l'imposition d'un tarif douanier commun à

l'égard des pays tiers. La réalisation de cet objectif doit s'échelonner sur une période de 15 ans à compter de l'entrée en vigueur du Traité. On peut citer au nombre des autres objectifs de la Communauté l'abolition de tous les obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux à l'intérieur de la Communauté ainsi que l'harmonisation et l'application en commun des politiques intéressant les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des questions monétaires et fiscales, des transports, des communications et de l'énergie. La Communauté a également pour objectif la création d'un fonds de coopération, de développement et de compensation.

Etant donné que la CEDEAO n'est que de création récente, sa tâche immédiate consistera à mettre en place ses institutions et organes délibérant ainsi qu'à rassembler les données statistiques et autres nécessaires pour l'exécution de son programme. Au cours de la période d'expérimentation, les centres opérationnels multinationaux de la CEA (auparavant désignés sous le nom d'UNDATS) situés en Afrique du Centre et en Afrique de l'Ouest (Yaoundé et Niamey) pourraient fournir une assistance très utile à la nouvelle organisation en contribuant la formulation des programmes, en identifiant des domaines spécifiques se prêtant à la coopération et en entreprenant des études sur des projets susceptibles de faciliter le renforcement de l'organisation comme, par exemple, la possibilité de créer des liaisons maritimes côtières, la construction d'infrastructures permettant de faciliter les communications entre Etats membres, la création d'industries stratégiques communes, l'adoption des mesures requises en vue de promouvoir les échanges commerciaux entre les Etats membres, etc.. Les centres de la CEA pourraient également examiner les mécanismes susceptibles d'être mis en place afin de coordonner les programmes des petites organisations multinationales de l'Afrique de l'Ouest avec le programme de la CEDEAO. Les programmes de travail envisagés pour les centres de la CEA en 1977-1978 englobent ces projets.

b) L'UDEAC a été créée en 1964 par la signature du Traité du Brazzaville. Le Traité est entré en vigueur en janvier 1966. En 1960, deux des cinq signataires initiaux ont retiré leur adhésion, mais l'un d'entre eux est revenu sur cette décision au cours de la même année. En conséquence, l'Union comprend quatre pays.

La force de l'UDEAC réside non pas dans le nombre de ses membres mais dans son objectif essentiel qui consiste à promouvoir l'établissement graduel et progressif d'un marché commun en Afrique du Centre. Les objectifs immédiats consistent à réduire les obstacles au commerce, à coordonner les plans de développement et à adopter des procédures de répartition équitable des projets industriels entre les Etats partenaires.

Toutefois, à l'exception de quelques progrès dans le domaine des transports (essentiellement les transports fluviaux) et des avantages découlant de l'utilisation d'une monnaie unique - le franc CFA équatorial - la création de l'Union n'a pas permis d'obtenir des résultats substantiels. L'harmonisation et la coordination des plans de développement n'ont pas été réalisées, les échanges commerciaux entre les Etats membres sont demeurés négligeables par rapport aux échanges entre les pays membres et les pays tiers, la répartition équitable des projets industriels ne s'est traduite dans la réalité et le système de taxe unique a eu tendance à favoriser les Etats partenaires relativement plus industrialisés. En dehors des transports fluviaux sur le Congo et des liaisons ferroviaires au Cameroun, aucun réseau de transport important n'a été construit.

En outre, l'Union s'est trouvée affaiblie par les mesures prises à titre indépendant par certains pays. La raffinerie de pétrole de Port Gentil a été créée en tant qu'entreprise mixte, mais la République-Unie du Cameroun a décidé de construire sa propre raffinerie de pétrole à Victoria. De ce fait, d'autres pays ont renoncé à participer à cette entreprise et à l'heure actuelle, la raffinerie n'est utilisée que par le seul Gabon. Malgré la disposition prévoyant la libre circulation de la main-d'oeuvre entre les Etats membres et malgré l'existence d'un excédent de main-d'oeuvre à l'intérieur de l'Union, le Gabon, qui construit actuellement une ligne de chemin de fer à l'intérieur de son territoire, recrute de la main-d'oeuvre en Haute-Volta.

c) Le Maghreb : En 1964, les ministres des affaires économiques de l'Algérie, du Maroc, de la République arabe libyenne et de la Tunisie ont posé les principes d'une coopération économique entre les quatre pays. Un Comité permanent consultatif (CPCM) a été créé. En 1970, un projet d'accord de coopération économique d'une durée de cinq ans a été soumis à la Conférence des ministres mais n'a pas encore été signé. Dans l'intervalle, diverses tentatives ont été faites pour promouvoir la coopération entre ces pays.

Plusieurs organismes spécialisés ont été créés dans les domaines des statistiques, de l'énergie électrique, des transports maritimes, du travail, des assurances et des réassurances, des transports et de l'industrie. Le Centre d'études industrielles du Maghreb a été créé en 1968 et ses statuts ont été modifiés en 1972. Le Centre a tout d'abord été mis en place à Tripoli, mais il a dû par la suite être transféré à Tanger, la République arabe libyenne s'étant retirée du CPCM en 1970.

La coopération dans certains secteurs a donné quelques résultats positifs. La Tunisie et l'Algérie doivent créer conjointement une industrie du ciment. Les compagnies de transports maritimes du Maghreb ont décidé de contracter des polices d'assurance communes pour leur trois flottes et ont également conclu des arrangements communs pour l'entretien de ces flottes. L'Algérie et le Maroc ont décidé de mener en commun des opérations de prospection du minerai de fer. La Banque centrale du Maghreb a décidé d'adopter diverses mesures visant à faciliter les paiements mutuels.

Il existe toutefois divers problèmes. Sur les quelque 42 études industrielles qui ont été entreprises, pratiquement aucune n'a été suivie d'effet. Les échanges commerciaux entre les pays du Maghreb ne représentent qu'environ 2 p. 100 de la totalité de leur commerce extérieur. Le projet d'accord sur la coopération n'a pas encore été signé. Les disparités entre les mesures économiques et les politiques appliquées par ces pays semblent être la cause principale de la lenteur des progrès. L'Algérie poursuit une politique de développement socialiste et d'étatisation tandis que les autres pays sont en faveur d'une politique libérale d'économie mixte.

d) La Communauté de l'Afrique orientale. Une coopération économique très étroite existe depuis quelques années entre les pays de l'Afrique de l'Est. En 1917, le Kenya et l'Ouganda ont constitué une union douanière. Le Tanganyika (à présent la République-Unie de Tanzanie) est devenu membre de l'Union en 1927. Au cours des années 30, un service commun de recouvrement des impôts a été créé. Depuis 1948, ces pays ont assuré le fonctionnement de services communs dans les domaines des communications ferroviaires, aériennes et portuaires et ainsi que dans le domaine des postes et des télécommunications. Un Conseil monétaire mixte de l'Afrique orientale a été créé en 1919.

En 1967, les trois pays ont signé le Traité de coopération de l'Afrique orientale portant création de la Communauté de l'Afrique orientale. L'objectif du Traité est d'établir un tarif douanier commun applicable à tous les produits importés par les Etats membres, d'abolir les restrictions commerciales entre ces Etats, d'harmoniser leurs politiques monétaires et leurs mesures d'encouragement fiscal, d'administrer des services communs et de coordonner la planification économique. L'accord constitutif a instauré un système de taxes de transfert ayant pour objet de redresser les déséquilibres industriels entre les pays partenaires. Une banque de développement de l'Afrique orientale a également été créée en vue de promouvoir le développement industriel et d'assurer le développement équilibré des activités industrielles à l'intérieur des pays composant le marché commun de l'Afrique orientale. L'accord de base permet à d'autres Etats d'adhérer à la Communauté en qualité de membres à part entière ou de membres associés. L'Ethiopie, le Burundi, la Somalie et la Zambie ont posé leur candidature. Maurice, le Rwanda, le Lesotho et les Seychelles ont également indiqué qu'ils souhaiteraient adhérer à la Communauté.

La Communauté de l'Afrique orientale, comme les autres groupements de coopération à vocation multisectorielle, n'a pas été un succès éclatant. Au cours de la période 1970-1973, l'accroissement annuel du commerce intracommunautaire n'a été que de 2 p. 100. La taxe de transfert n'a pas constitué un instrument efficace de promotion de nouveaux progrès industriels dans les Etats partenaires moins développés (Ouganda et République-Unie de Tanzanie) de façon à réaliser un développement intégré de la région, et aucun résultat important n'a été enregistré dans le domaine des projets industriels mixtes. Les activités industrielles font apparaître des doubles emplois et chaque pays vise à l'autonomie dans le domaine agricole. La Communauté n'a pas réussi à mettre en place des politiques fiscales uniformes, à assurer la libre circulation des facteurs de production et à assurer la coordination des politiques économiques.

Au cours des dernières années, les difficultés économiques et politiques ont amené la Communauté au bord de l'effondrement. Le Traité de coopération de l'Afrique orientale est en cours de réexamen.

Avant qu'on ne puisse poursuivre l'idée d'arrangements multinationaux de coopération économique de plus vaste portée reposant sur les organisations multisectorielles existantes (UDEAC, Communauté de l'Afrique orientale, CPCM et la CEDEAO récemment créée), il faudra tout d'abord identifier et résoudre les problèmes fondamentaux auxquels se heurtent les organisations plus anciennes (UDEAC, Communauté de l'Afrique orientale et CPCM).

Outre les problèmes que l'on vient de mentionner dans les paragraphes qui précèdent, il existe des difficultés fondamentales communes à toutes ces organisations qui nécessitent l'attention des gouvernements africains. Il sera difficile d'instaurer une coopération économique tant que les économies nationales ne seront pas intégrées et tant que les modes de consommation et de production ne seront pas davantage orientés vers la satisfaction des besoins intérieurs. Actuellement, la production dans la plupart des pays est axée essentiellement sur les besoins en matières premières de sources extérieures, la consommation étant axée sur les articles importés. Il en résulte une disparité de plus en plus accentuée entre d'une part la production intérieure et l'utilisation des ressources intérieures et, d'autre part, les besoins intérieurs. Les échanges commerciaux, au lieu de constituer le prolongement de la demande intérieure, en sont indépendants. Les économies de ces pays sont en fait tournées vers l'extérieur.

Afin de faciliter la coopération multinationale, il faudrait réaliser une intégration des divers secteurs au niveau national (internalisation de la coopération économique) et poursuivre des efforts soutenus en vue de promouvoir l'autonomie nationale grâce à l'indigénisation des principales unités de production en ce qui concerne tant les modes de propriété et les modalités de gestion que les mesures visant à réduire la dépendance vis-à-vis des pays développés pour ce qui est des exportations et des importations.

Dans la plupart des économies nationales, il existe trois secteurs économiques distincts qui sont étroitement liés mais non pas intégrés. Il s'agit du secteur de subsistance, qui est le plus important, du secteur de production des matières premières agricoles principalement orienté vers l'exportation à destination des marchés d'outre-mer, et du secteur moderne (industries manufacturières, etc.). Entre le secteur de subsistance et le secteur agricole d'exportation des produits de base, il n'existe guère d'échanges réguliers et bien établis, à l'exception d'un mouvement de population à sens unique du secteur de subsistance vers le secteur d'exportation des produits de base. Il existe également fort peu d'échanges entre le secteur moderne et l'ensemble de la population du secteur de subsistance, de même qu'entre le secteur moderne et le secteur d'exportation des produits de base. La production de ce dernier secteur est orientée principalement vers les marchés extérieurs et peu de produits sont traités sur place, étant donné que les industries de base sont pratiquement inexistantes. Le secteur manufacturier moderne est principalement orienté vers la production de biens de consommation et est tributaire des biens d'équipement et des produits ouvrés importés. En conséquence, ce secteur n'utilise guère la main-d'œuvre sous-employée et les matières premières du secteur de subsistance.

Par suite des circonstances historiques, le secteur moderne africain a été créé comme formant partie intégrante de l'économie des pays métropolitains en ce sens que la promotion de ce secteur a été le fait d'investissement (ou colons) originaires de ces pays et qu'il se compose essentiellement de filiale de sociétés situées dans les pays développés. Le contrôle et la direction de ce secteur ont également été assurés entièrement ou en partie par les investisseurs étrangers. Même lorsque les activités de gestion et l'esprit d'entreprise sont exercés sur place, la propriété et le contrôle de ce secteur demeurent en majeure partie aux mains de sociétés étrangères, sauf lorsque les programmes de nationalisation sont à un stade avancé; d'autre part, les milieux d'affaires locaux continuent de dépendre des biens d'équipement et des produits intermédiaires importés.

Des mesures de coopération reposant sur cette base aboutissent dans la pratique à l'intégration des marchés des pays africains aux marchés du pays d'origine des investisseurs et des sociétés étrangères aux fins de créer de vastes marchés africains constituant essentiellement des débouchés pour les biens importés ou pour les biens fabriqués sur place par les filiales de sociétés étrangères.

Cette forme de coopération héritée du passé a engendré un cercle vicieux. Les investisseurs étrangers qui sont animés par le mobile traditionnel du profit commercial ne peuvent que perpétuer la même structure économique. Ces derniers n'acceptent pas facilement d'orienter leurs activités vers des industries de base intégrées et de vastes dimensions et vers celles qui bénéficieraient à la masse de la population rurale. Cette situation tient en partie au faible pouvoir d'achat et en partie au fait que dans les

grandes industries, les bénéfices ne peuvent être réalisés qu'après un long délai. En conséquence, les sociétés étrangères ont eu tendance à poursuivre la plus grande partie de leurs activités dans les domaines traditionnels et à satisfaire la demande de biens et de services des groupes à revenu élevé. De la sorte, on n'a pas réussi à intégrer les trois secteurs d'activité économique des divers pays.

Il existe un autre problème, en ce sens que les activités industrielles ont eu tendance à être concentrées dans un seul ou deux pays à l'intérieur d'un groupement déterminé en raison de l'existence d'économies d'échelle et d'installations auxiliaires connexes ainsi que du type de climat idéologique et en matière d'investissements favorisé par les investisseurs étrangers. De ce fait, les industries ne sont pas équitablement réparties entre les divers pays. Une union douanière fournit ainsi un élargissement des débouchés commerciaux aux industries situées dans un pays donné. Cette situation engendre des conflits concernant les déséquilibres industriels, la répartition des recettes douanières, la réglementation sur l'origine des produits, etc..

Afin de créer un climat favorable à la coopération et à la reconstruction nationale, les gouvernements africains devront prendre des mesures visant à redresser ces déséquilibres de leur économie nationale. Il est indispensable que les divers secteurs de chaque économie nationale soient plus étroitement liés (internalisation de la coopération), que les activités des investisseurs étrangers soient contrôlées de manière plus efficace et que des mesures soient prises en vue de créer à l'intérieur de chaque pays un groupe de particuliers ayant l'esprit d'entreprise et des sociétés dirigées par des responsables locaux.

Les centres opérationnels multinationaux de la CEA situés en Afrique de l'Est et en Afrique australe (Lusaka), en Afrique de l'Ouest (Niamey), en Afrique du Centre (Yaoundé) ainsi que les centres devant être créés en Afrique de l'Ouest (centre supplémentaire), en Afrique du Centre (centre supplémentaire) et en Afrique du Nord pourraient contribuer à accélérer la reconstruction nationale, à renforcer les arrangements multisectoriels existants, à identifier les problèmes et à recommander des solutions ainsi qu'à formuler des propositions en vue d'intégrer ces organisations à des ensembles plus vastes qui engloberaient les petites organisations portant sur un secteur limité 6/.

Arrangements de coopération portant sur des domaines spécialisés

Les arrangements de coopération multinationale en Afrique n'intéressent pas uniquement des organisations multisectorielles et des organisations portant sur un secteur limité. Il existe également plusieurs arrangements portant sur des domaines spécialisés tels que les arrangements intéressant les produits de base et les services ainsi que les arrangements portant sur des institutions spécialisées 7/. Ces arrangements ne se

6/ Il convient de noter à cet égard que la CEA n'a pas été invitée à participer à la révision du Traité de coopération de l'Afrique orientale.

7/ Un arrangement portant sur des produits de base consiste à créer une association de pays ayant pour objectif d'instaurer entre eux une coopération dans les domaines de la production, du traitement des produits, de la commercialisation, de la stabilisation des prix, de l'échange de renseignements techniques et scientifiques, etc., en ce qui concerne des produits de base déterminés. Un arrangement intéressant des services consiste à instaurer une coopération dans des domaines tels que la recherche, la formation, etc..

limitent pas aux seuls pays et sous-régions. Il existe plus de 20 arrangements intéressants les produits et les services, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des communications, et des questions bancaires et financières. On peut citer au nombre des accords de produit les plus importants l'Accord africain et malgache sur le sucre, la Communauté économique du bétail et de la viande du Conseil de l'Entente, le Conseil africain de l'arachide, l'Alliance des pays producteurs de cacao, etc.. Dans le domaine industriel, on peut citer l'Office africain et malgache de la propriété industrielle, le Centre de développement industriel pour les Etats arabes, etc.. Dans le domaine des transports, il existe plusieurs organisations, y compris la Commission africaine de l'aviation civile, la Société nationale de navigation de l'Afrique orientale, la Société de transports aériens de l'Afrique orientale, etc.. Dans le domaine bancaire, il existe la Banque africaine de développement, l'Union monétaire ouest-africaine, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds arabe de développement économique et social, etc..

Le succès et l'efficacité de ces arrangements portant sur les produits de base et les services dépendront à long terme de la question plus vaste de la coopération qui a été examinée dans les paragraphes qui précèdent. Le fonctionnement de la Société des transports aériens de l'Afrique orientale, par exemple, a subi le contrecoup des tensions et des difficultés qui se sont produites au sein de la Communauté de l'Afrique orientale.

III PROJETS DE COOPERATION EXECUTES SOUS LES AUSPICES DE LA CEA

Les projets de la CEA ne doivent pas être étudiés séparément de ceux des diverses organisations intergouvernementales. La CEA est une organisation régionale de gouvernements africains et ses priorités de développement sont fixées par les gouvernements africains. En conséquence les politiques de la CEA, les politiques nationales des gouvernements et les projets des organisations intergouvernementales doivent être synchronisés si l'on veut obtenir des résultats positifs.

La CEA, désirant encourager la coopération économique en Afrique, a parrainé un certain nombre de projets bilatéraux et multinationaux et encouragé des programmes et des projets nationaux à potentiel multinational. Bien que la plupart des projets exécutés sous les auspices de la CEA relèvent de la catégorie des "accords de coopération portant sur des domaines spécialisés" mentionnée ci-dessus, on a également pris des mesures visant à renforcer les centres multinationaux de la CEA sur le terrain et à créer de nouveaux centres qui contribueront à appliquer les programmes à objectifs multiples dans toutes les sous-régions d'Afrique ^{8/}.

Les ressources naturelles

Les progrès réalisés jusqu'à maintenant dans le domaine des ressources naturelles ont concerné principalement la création d'associations et de centres régionaux et sous-régionaux.

^{8/} La CEA possède actuellement trois centres opérationnels multinationaux et l'on se propose d'en créer deux autres en 1977 et un sixième au début de 1978. Voir le rapport de la mission d'évaluation mixte PNUD/CEA concernant les UNDATs en Afrique et le rapport de la sixième session de la Conférence des planificateurs africains E/CN.14/657.

a) Centre régional de formation aux techniques des levés aériens

En 1972, plus de six ans après la décision initiale, un centre régional intergouvernemental de formation aux techniques des levés aériens a été établi, à Ile-Ife (Nigéria), avec la participation active de la CEA; le Secrétaire exécutif de la CEA est le président de son Conseil d'administration. Avec l'appui généreux du Gouvernement nigérian et des ressources bilatérales mobilisées par la CEA, le Centre régional, au départ monolingue, est devenu une institution bilingue de formation théorique et pratique et d'échange de renseignements et de données d'expérience entre les fonctionnaires nationaux dans le domaine des levés aériens et des services consultatifs connexes. Des étudiants originaires de sept pays africains, le Bénin, le Ghana, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Zaïre, ont obtenu leur diplôme en juin 1976. Les activités du Centre régional continuent à se développer et l'on compte que le Gouvernement nigérian apportera une contribution importante à l'exécution du plan décennal de développement du Centre régional. En signe de gratitude envers la CEA pour le rôle qu'elle a joué dans la création et le développement du Centre régional, le Conseil d'administration de ce dernier a décidé que le Centre régional serait désigné sous le nom de Centre de la CEA de formation aux techniques des levés aériens.

Bien que tous les Etats africains puissent faire partie du Centre régional, quatre pays seulement - Bénin, Ghana, Nigéria et Sénégal - en sont membres actuellement. Etant donné ce manque d'intérêt manifeste de la part de la majorité des Etats membres, il faudra peut-être abandonner les plans visant à établir des centres similaires. Si l'on veut que la situation s'améliore, il faut dans l'immédiat que les Etats membres de la CEA fassent savoir qu'ils s'intéressent au Centre régional existant et qu'ils appuieront (sur le plan politique et matériel) les plans visant à créer des centres similaires.

b) Centre régional intergouvernemental de services en matière de levés et de cartes

En 1975, un centre régional intergouvernemental de services en matière de levés et de cartes a été créé à Nairobi (Kenya) avec l'aide de la CEA. Ce centre, qui doit desservir tous les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, soit 14 au total, doit fournir, dans le domaine des levés et des cartes, des services de caractère spécialisé qui dépassent les capacités des divers Etats membres pris individuellement; il doit aussi offrir des services de formation et des services connexes aux Etats membres. Certains pays développés ont accepté d'accorder à ce centre une aide importante, en mettant notamment à sa disposition, à titre gratuit, des aéronefs et des équipes pour les levés, pendant six mois par an. Le Gouvernement kenyan a généreusement contribué à la construction du siège permanent par des dons en espèces et en nature (il a offert le terrain).

Toutefois cinq pays seulement sur 14 ont signé l'accord portant création du centre; il s'agit du Kenya, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, de la Somalie et du Malawi. Pour que l'on puisse faire des progrès, il est nécessaire que les autres pays accordent un entier appui au centre en signant l'accord et en participant aux activités connexes.

c) Centre de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Est

La CEA a également entrepris des activités de promotion en vue de la création d'un centre de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Est en République-Unie de Tanzanie. L'accord portant création d'un centre n'a pas encore été ratifié par les 15 pays de l'Afrique de l'Est - seuls la République-Unie de Tanzanie, l'Ethiopie et le Mozambique avaient ratifié l'accord à la fin de 1975 - ce qui ralentit évidemment les progrès. On avait espéré que tous les autres pays signeraient l'accord avant la fin de janvier 1977 et la réunion du Conseil d'administration qui aurait en mars 1977. On contactera à nouveau les pays qui n'ont pas encore signé. Si leur réponse est positive, le projet devrait devenir opérationnel au cours du second semestre de 1977.

Le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a déjà annoncé une contribution de 120 000 dollars des Etats-Unis environ en tant que contribution spéciale supplémentaire à l'établissement du centre. Des organisations internationales et des pays développés se sont également déclarés prêts à appuyer le centre, lorsqu'il sera créé.

Ce Centre sera le premier de quatre centres sous-régionaux des ressources minérales. Si ces centres démarrent, ils complèteront les installations fort inadéquates des sociétés nationales de levés géologiques et d'exploitation des ressources minérales dans le domaine des levés, de l'analyse précise des minéraux, des études préliminaires de justification, de l'entretien du matériel de laboratoire et de la formation en cours d'emploi.

A moins que tous les pays de l'Afrique de l'Est ne témoignent d'un intérêt positif pour la création de ce centre et que les pays des autres sous-régions (Afrique du Centre, l'Ouest et du Nord) n'indiquent qu'ils sont fermement décidés à entreprendre les préparatifs nécessaires pour la création de centres dans leurs sous-régions respectives, les progrès dans l'exécution de ce projet très important risquent d'être lents.

d) Association africaine de cartographie et Société africaine de géologie

Conformément aux résolutions de la Conférence cartographique régionale, les Etats membres de la CEA ont décidé qu'il faudrait instituer une association africaine de cartographie. La CEA a aidé à la création de cet organisme, qui a eu lieu en juillet 1975. La nouvelle association, dont le siège est situé en Algérie, doit jouer un rôle important en stimulant les travaux de cartographie en Afrique et en constituant un centre où les cartographes africains pourront se réunir et discuter des problèmes qui les intéressent. La CEA continuera dans la limite de ses ressources à aider l'Association. Elle fournit d'autre part une aide à la Société africaine de géologie qui a été établie en 1973. Les objectifs de la société sont, entre autres, d'encourager la mise en valeur des ressources terrestres africaines dans l'intérêt de l'Afrique et d'aider les gouvernements africains à se procurer et à former le personnel spécialisé nécessaire.

La CEA a commencé un inventaire cartographique pays par pays. En décembre 1976 le personnel de la CEA s'était rendu dans sept pays. Il éprouve malheureusement des difficultés à rassembler les renseignements nécessaires; aussi les pays sont-ils priés de l'aider dans ce domaine.

e) Conseil africain de la télédétection

Une conférence régionale sur la télédétection a été convoquée par la CEA en septembre 1976. Le Conseil sera l'organisme régional dans le cadre duquel on favorisera la coopération africaine en vue de la maîtrise et de la mise en valeur des ressources matérielles du continent. Un comité ad hoc créé par la conférence s'est réuni en janvier 1977 pour examiner un projet de la CEA concernant l'acte constitutif d'un conseil intergouvernemental africain de la télédétection qui coordonnerait les activités de télédétection dans toute l'Afrique. Une réunion de plénipotentiaires doit examiner les propositions de ce comité ad hoc en vue de les adopter éventuellement au début de février 1977; d'autre part elles constitueront l'un des points de l'ordre du jour de la treizième session de la Conférence des ministres de la CEA.

Transports et communications

A. Transports routiers

Dans le domaine des transports le principal projet concerne les routes suivantes :

- a) La route transafricaine;
- b) Le réseau routier de l'Afrique de l'Ouest;
- c) La route transsaharienne;
- d) L'axe routier nord-sud.

a) Route transafricaine

A la demande de la CEA, on a obtenu une aide de pays donateurs coopérants pour les études suivantes, qui sont maintenant terminées :

- i) Une étude de justification préliminaire de toute la route transafricaine Mombasa-Lagos;
- ii) Une étude des obstacles juridiques et administratifs au tourisme et au commerce le long de la route Mombasa-Lagos;
- iii) Des études de faisabilité pour les tronçons Kisangani-Kasindi (828 km) et Kisangani-Bangassou (719 km) au Zaïre;
- iv) Une étude de faisabilité pour le tronçon Bossembele-Garoua Boulai (445 km) dans l'Empire centrafricain;
- v) Des études de faisabilité pour les tronçons Foumban-Tibati (326 km), Tibati-Meidougou (238 km) et Bamanda-Ekok (225 km) dans la République-Unie du Cameroun.

Ces études de faisabilité, actuellement terminées, devront être suivies d'études techniques détaillées avant que l'on puisse entreprendre les travaux de construction ou d'amélioration nécessaires. Dans la République-Unie du Cameroun les travaux de construction du tronçon Tibati-Meidougou sont en cours et bénéficient d'un financement du gouvernement de la République-Unie du Cameroun et d'un pays donateur; et l'étude technique du tronçon Bamenda-Ekok est presque terminée, avec l'aide de la Banque africaine de développement.

On a rencontré dans l'exécution de ce programme certaines difficultés qui doivent être portées à l'attention des gouvernements.

Il se révèle difficile d'obtenir des pays donateurs le financement nécessaire à l'exécution des études techniques. A la quatrième réunion entre le Bureau des routes transafricaines et les pays industrialisés, qui a eu lieu en novembre 1975, les pays donateurs ne se sont pas montrés très disposés à fournir une aide pour les études techniques et ils ont expliqué que le coût des études techniques devrait faire partie des coûts de construction, sous-entendant ainsi qu'un pays donateur qui finance une étude

technique pour un tronçon donné de la route devrait également être responsable des travaux de construction. Toutefois ils ont accepté d'assurer le financement d'études techniques données à condition que les pays intéressés leur donnent l'assurance, dans chaque cas, qu'ils attachent une grande importance au projet. Toutefois il n'est pas certain qu'il recevront des assurances fermes dans ce sens. Selon l'expérience du secrétariat de la CEA, au cours des conférences publiques certains pays fixent un rang de priorité donné puis ils en changent lorsqu'ils négocient avec les organismes bilatéraux ou donateurs qui envisagent de fournir une assistance financière. Non seulement cette manière de procéder crée une certaine confusion mais elle ralentit les progrès.

Près d'un quart de la longueur totale de la route transafricaine Mombasa-Lagos (plus de 1 500 km) est situé au Zaïre. Ce tronçon, plus que tout autre, a besoin d'être amélioré conformément aux normes internationales. Sur l'initiative du secrétariat de la CEA, deux réunions spéciales ont été consacrées au tronçon de la route situé au Zaïre, l'une le 6 septembre 1976 à Kinshasa et l'autre du 14 au 17 septembre 1976 à Addis-Abéba. L'objectif de ces deux réunions était d'étudier de façon plus détaillée i) la priorité accordée aux tronçons Kisangani-Bangassou et Kisangani-Kasindi par le Gouvernement zaïrois; ii) l'état de ces tronçons; iii) les propositions ou le programme du gouvernement concernant l'amélioration de ces tronçons, y compris les sources de financement envisagées pour les études techniques et les travaux d'amélioration nécessaires; et iv) le type et l'ampleur de l'assistance nécessaire. Le Zaïre n'a pas encore répondu aux questions i), iii) et iv), ce qui est très préoccupant. Si certains tronçons, par exemple le tronçon Kasindi-Kisangani-Bangassou sont impraticables, le projet de la route transafricaine risque d'être compromis.

Les Etats dépourvus de littoral qui sont l'Empire centrafricain et le Mali, comprennent plus de 1 300 km de route, soit 21 p. 100 environ de la route transafricaine et 14 p. 100 environ de la route Dakar-Ndjamena respectivement. On a l'intention de convoquer des réunions spéciales des pays intéressés pour obtenir leur coopération à l'amélioration des routes. On espère que la réponse de ces pays sera positive et que les améliorations nécessaires pourront être entreprises dans un délai raisonnable.

C b) Réseau routier trans-ouest-africain

La CEA a commencé en 1974 les travaux pour les routes de Dakar-Ndjamena et Lagos-Nouakchott.

Les travaux sont interrompus sur deux tronçons de la route Dakar-Ndjamena :

- i) Le tronçon Tambacounda-Naye (Sénégal)-Niéro du Sahel-Kolani (Mali), soit 844 km de piste carrossable par temps sec, est en mauvais état. Une étude de faisabilité est en cours du côté sénégalais et une étude générale des transports du côté malien. Lorsqu'elles seront terminées, il faudra trouver le financement nécessaire pour les études techniques. L'aide financière promise par quatre pays donateurs à la troisième réunion du Bureau des routes transafricaines et des pays développés en 1974 ne s'est pas concrétisée.
- ii) Tronçon Maiduguri-Ndjamena. On ne pourra reprendre les travaux qu'après avoir choisi l'un des deux tracés possibles : Maiduguri-Gambarn-Maltam, soit 205 km, ou Maiduguri-Mora-Maltam, soit 325 km. Des conflits d'intérêt entre les pays intéressés : Nigéria, République-Unie du Cameroun et Tchad retardent la décision.

Un autre problème concerne la construction du pont sur le Chari. Une assistance financière sera nécessaire et les gouvernements tchadien et camerounais, qui sont directement intéressés, doivent se mettre d'accord avant d'adresser une demande officielle à la Banque africaine de développement.

En ce qui concerne la route Lagos-Nouakchott, le tronçon qui pose un problème est le tronçon Sénégal-Guinée-Bissau-Guinée. Là encore il y a deux tracés possibles : Guinée-Sénégal ou Sénégal-Guinée-Bissau-Guinée. La Guinée n'a pas participé à la septième réunion sur la route Lagos-Nouakchott où l'on a examiné les deux solutions possibles et présenté des recommandations. La CEA a envoyé le rapport de la réunion au Gouvernement guinéen mais elle n'a encore reçu aucune réponse à ce sujet. La Guinée-Bissau est devenue indépendante sur ces entrefaites et il faudra donc lui demander son opinion. On ne peut rien faire tant que ces deux gouvernements n'auront pas fait connaître leur décision.

c) Route transsaharienne

La CEA a commencé les travaux en 1962. Le Gouvernement algérien a entamé la construction du tronçon situé en Algérie en 1974; ces travaux se poursuivent de manière satisfaisante mais les progrès sont lents pour les tronçons du Mali et du Niger.

Cette route reliera Alger à Bamako et Niamey via Tamanrasset, soit une distance de 2 900 km.

d) Route Le Caire-Gaborone

On a créé un Comité de coordination pour la planification et l'exécution de cette route. La première réunion a eu lieu à Addis-Abéba en juin 1976.

Deux tronçons seulement ont besoin d'être asphaltés, le premier entre le Soudan et l'Egypte et le second à l'extrême sud. On ne rencontre pas de problème grave; ou bien l'asphaltage a été commencé ou bien il est prévu.

Autres modes de transport

a) Fret aérien

La CEA a terminé une étude sur le potentiel de l'Afrique en matière de fret aérien, y compris les propositions de création d'un système de courtage pour le fret aérien en Afrique et éventuellement, plus tard, d'une compagnie aérienne africaine multinationale de transport de fret. Lorsque d'autres études effectuées par l'OACI et la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), seront terminées, une réunion régionale de niveau élevé sera organisée par la CAFAC avec la coopération de la CEA et de l'OUA en vue de prendre des décisions concrètes touchant la création d'un service multinational de fret aérien.

b) Chemins de fer

L'Assemblée générale de l'Union africaine des chemins de fer créée sous les auspices de la CEA et de l'OUA a donné la priorité au raccordement des réseaux ferroviaires africains, à la normalisation de l'écartement des voies et des gabarits de chargement, du

matériel roulant, de la signalisation et des méthodes d'achats. L'Union a créé des comités techniques pour étudier ces questions prioritaires. Elle a reçu un appui généreux du Gouvernement zaïrois pour la création de son secrétariat à Kinshasa et elle continue à recevoir une aide et des conseils techniques de la CEA pour ses travaux et pour la création d'un centre de formation. Toutefois le nombre des membres de l'Union est loin d'être satisfaisant : 25 pays seulement actuellement. Les travaux de l'Union seraient grandement facilités si tous les pays africains en faisaient partie.

c) Administration portuaire

Le secrétariat de la CEA a contribué à établir des associations intergouvernementales des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, de l'Est et du Nord. Ces associations, qui continuent à bénéficier de l'assistance technique de la CEA, s'occupent de l'administration efficace des ports, de la normalisation du matériel et de la coordination des activités portuaires avec celles des usagers des ports. L'Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est celle qui a fait jusqu'à maintenant le plus de progrès et le gouvernement nigérian a accepté de contribuer financièrement à l'établissement de son secrétariat à Lagos. En attendant, la CEA a aidé les autres associations à préciser leurs problèmes communs et à obtenir une aide de la CNUCED et d'autres organismes intergouvernementaux.

d) Télécommunications

Le Comité de coordination pour l'établissement du réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL), composé de représentants de la CEA, de l'OUA, de la BAD et de l'UIT, poursuit ses activités en vue de la réalisation complète des premiers 24 000 km de liaisons du réseau. Ce Comité travaille également sur des plans visant à l'achèvement des enquêtes récemment demandées sur 26 000 km supplémentaires de liaisons. L'Union africaine des télécommunications, organisation intergouvernementale, est en voie de création avec l'assistance de la CEA et de l'OUA, et un projet de statuts a été récemment examiné par un comité spécial réuni à Addis-Abéba à l'initiative conjointe de la CEA et de l'OUA. Cette Union, entre autres activités, supervisera le fonctionnement du réseau PANAFTEL, la formation du personnel et l'acquisition du matériel approprié. Dans des domaines connexes, trois études ont été proposées sur la formation de personnel pour les télécommunications, les services de communication par satellite, et un système de radiodiffusion par satellite au service de l'éducation et du développement. Un séminaire organisé par la CEA, l'OUA, l'UIT et l'UNESCO en 1973 a recommandé que des expériences multinationales sur des programmes d'enseignement transmis par satellite soient entreprises et qu'un groupe de travail composé d'experts internationaux et comprenant des membres originaires de la région soit organisé par la CEA, l'OUA et l'UIT pour planifier, concevoir, exécuter et évaluer ces expériences.

e) Transports maritimes

Une mission maritime mixte CEA/PNUD/OMCI/CNUCED sur les besoins de formation de personnel maritime pour la région a été entreprise et l'on prend actuellement des mesures en vue de la création de centres sous-régionaux de formation destinés à desservir les différentes sous-régions. La création de compagnies maritimes africaines multinationales, tant pour la navigation hauturière que pour le cabotage, en Afrique de l'Ouest, du Nord, du Centre et de l'Est ainsi qu'en Afrique australe, est activement poursuivie par la CEA. Entre temps, la CEA et l'OMCI étudient la possibilité d'instituer un organe mixte au sein de la CEA.

f) Services postaux

L'administration et la gestion des services postaux n'ont pas, dans la région, attiré d'une manière générale les meilleures recrues disponibles, en raison du faible degré de priorité accordé à ces services par les gouvernements. Après la création, envisagée pour un avenir proche, d'un organe mixte CEA/UPU, des mesures concrètes seront prises sur une base multinationale pour améliorer l'efficacité et le rendement de la gestion administrative des services postaux dans la région.

g) Transports multimodes par voie de surface

Dans le domaine des transports multimodes par voie de surface et des moyens connexes, des réunions sous-régionales sur les transports combinés ont été organisées par la CEA et l'OUA. Lors d'une réunion convoquée à Kinshasa en octobre dernier par la CEA et l'OUA pour la sous-région de l'Afrique du Centre, les participants ont décidé de créer à l'échelon ministériel un Conseil de coordination des transports de l'Afrique du Centre, ayant son siège à Ndjamena. Ce Conseil s'occupera principalement de la coordination des politiques et programmes en matière de transport, de l'élaboration d'une convention sur les transports multinationaux, des transports internationaux par conteneurs, du développement de la formation dans le domaine des transports, de la création d'organes consultatifs d'usagers des transports et de la promotion d'une gestion efficace des moyens de transport dans la sous-région. Dans ce contexte, la CEA a préparé un projet de statuts qui sera examiné à une réunion ministérielle prévue pour mars 1977. La création de semblables conseils de coordination des transports est envisagée pour les autres sous-régions.

Questions commerciales et monétaires

A. Activités de promotion du commerce sous-régional

Le secrétariat de la CEA fournit une aide active à la mise en place et au renforcement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) récemment créée et comprenant 15 nations. La CEA a aidé à l'élaboration des cinq importants protocoles qui doivent être joints en annexe au Traité portant création de la CEDEAO et qui ont été signés à Lomé, le 5 novembre 1976, par les Chefs d'Etat et de gouvernement concernés. La ratification de ces protocoles aura entre autres pour effet de faciliter le commerce entre les Etats membres.

Une mission interdisciplinaire de la CEA sur la promotion du commerce entre les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe s'est rendue sur place au cours des mois de novembre et décembre 1976. Des recommandations en vue d'une action concrète sont attendues prochainement.

En septembre 1976, le secrétariat de la CEA, comme suite à la recommandation des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Conférence des Etats de l'Afrique de l'Est et du Centre, a organisé une réunion d'experts desdits Etats pour des entretiens préliminaires sur un projet de convention relative au transit international routier (TIR), qui a été préparé par le secrétariat aux fins d'application dans les deux sous-régions, en vue de

faciliter leurs échanges commerciaux. Les experts doivent se rencontrer à nouveau au cours des premiers mois de l'année 1977, avant la réunion des ministres des affaires étrangères de la Conférence des Etats de l'Afrique de l'Est et du Centre, afin de présenter à la réunion ministérielle des propositions mûrement pesées. La CEA aidera à la mise en oeuvre de la convention dès que celle-ci aura été adoptée.

B. Organisations et réunions intergouvernementales

En coopération avec l'OUA, la CEA a aidé à la création de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale, ayant son siège à Tanger. Les principaux objectifs de cette Association sont d'amener les pays africains à prendre conscience de ce qu'ils peuvent mutuellement s'apporter sous forme d'échanges commerciaux, et de contribuer ainsi à stimuler et à développer le commerce intra-africain. En attendant que l'Association puisse mettre en place son propre secrétariat, la CEA et l'OUA prêtent leur concours au Secrétaire général provisoire en assurant les services de secrétariat de l'Association. Il convient toutefois de noter que cette organisation n'a pas inscrit d'activités ou réalisations bien remarquables à son actif, en raison dans une certaine mesure du peu d'intérêt manifesté à son égard par les Etats membres, qui n'ont pas encore tous adhéré à l'Association ou ratifié les instruments en portant création.

Une autre organisation intergouvernementale qui favorisera aussi le commerce intra-africain et contribuera à une bonne gestion des matériaux et fournitures, en particulier pour une mise en oeuvre rationnelle et rentable des plans nationaux de développement, est l'Organisation africaine d'achats et de fournitures dont la création, avec l'assistance de la CEA, a été sanctionnée en novembre 1976 par l'adoption de ses statuts par les représentants de 16 Etats membres de la CEA. Plus de la moitié des Etats africains n'ayant pas encore adhéré à cette organisation, il est souhaitable qu'un plus grand nombre de ces pays manifestent à son égard un intérêt positif.

En dehors de l'aide fournie pour la mise en place d'organismes et dispositifs intergouvernementaux et le renforcement de leurs activités, de concert avec l'OUA, la CEA a prêté son concours à l'organisation de plusieurs réunions consacrées aux questions commerciales. Par exemple, la CEA a présenté des études techniques et apporté sa participation à un symposium sur le développement du commerce intra-africain comme condition pour le développement économique de l'Afrique et la création d'un marché commun africain, organisé conjointement avec l'OUA durant la deuxième Foire panafricaine qui s'est tenue à Alger en octobre 1976 sous le patronage de l'OUA. Ce Symposium a adopté un programme global d'action qui guidera les efforts de la CEA dans le domaine du commerce intra-africain.

Les recommandations du Symposium ont porté en particulier sur la coopération économique et les négociations commerciales multilatérales, le développement industriel et le transfert des techniques, ainsi que les transports et télécommunications. Le Symposium a notamment recommandé :

- a) que l'OUA et la CEA poursuivent l'exécution de leur programme d'études en vue de l'établissement d'un marché commun africain;
- b) que ces études prévoient l'établissement du marché commun africain sur une base progressive et suivant des étapes à définir;

c) que ces études accordent une attention spéciale aux règles d'origine afin d'obtenir que le Marché commun se traduise effectivement par l'utilisation des ressources locales, l'échange et le transfert des techniques comme moyen de développer les capacités de production nationale, dans le cas en particulier des pays les moins développés, et l'accélération du mouvement vers la croissance économique autonome et la diversification des économies africaines;

d) que le programme d'études sur l'établissement d'un Marché commun africain soit terminé en 1980 au plus tard;

e) qu'en raison de l'importance fondamentale de la question de l'établissement d'un Marché commun pour le développement économique des pays de la région sur des bases solides et optimales, les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OUA soient directement et périodiquement saisis de rapports sur l'état d'avancement de ce programme d'études afin qu'ils puissent donner les directives nécessaires;

f) qu'en attendant l'établissement d'un Marché commun africain, tous les efforts soient faits en vue d'intensifier la coopération économique entre les pays africains, en particulier par l'élimination du commerce triangulaire;

g) que l'OUA et la CEA présentent un rapport bi-annuel à leurs conférences ministérielles respectives sur les progrès effectués dans le domaine de la coopération économique intra-africaine et qu'un rapport de synthèse soit présenté à ce sujet au prochain colloque.

C. Commerce entre l'Afrique et les autres pays

La CEA poursuit son analyse des échanges commerciaux entre les pays africains et les pays développés à économie de marché ainsi que les pays socialistes, dans le cadre de la préparation aux négociations commerciales multilatérales et internationales. Elle continuera à fournir une assistance aux pays ACP en vue de l'application de la Convention de Lomé.

La Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement a continué à rendre des services aux pays africains dans le cadre de la CNUCED et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). En fait, cette Réunion mixte est maintenant considérée par les gouvernements africains comme la principale instance technique pour les échanges de vue et préparatifs concernant les négociations multilatérales sur le commerce et les questions monétaires connexes. Au titre de ses préparatifs en vue d'assister les gouvernements africains à la quatrième session de la CNUCED, la Réunion mixte a été convoquée à Alger en novembre 1975, préalablement à une réunion des ministres africains du commerce.

Dans le même ordre d'idées, la CEA a également aidé le Groupe africain à harmoniser ses vues et positions à l'égard des questions débattues à la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77 à Manille, en assurant les services de secrétariat des réunions du Groupe et en lui soumettant un certain nombre d'études techniques.

Promouvoir dans le domaine du commerce une coopération et des mesures concertées entre l'Afrique et les autres régions en développement, en vue de renforcer leur pouvoir de négociation, constitue l'un des aspects essentiels des présentes activités de la CEA dans ledit domaine. En août 1976, la CEA, en coopération avec le Programme d'action des Nations Unies pour la coopération économique entre les pays non alignés et d'autres pays en développement (UNAPEC), a organisé une réunion des Associations de producteurs africains. Les participants, après avoir examiné et évalué les résultats respectivement obtenus par les associations groupant exclusivement des producteurs africains et par les associations interrégionales de producteurs comprenant des membres africains, ont adopté une série de recommandations, à l'application desquelles la CEA a été priée d'apporter son concours, en ce qui concerne le renforcement des associations existantes et la création de nouvelles. Ils ont recommandé en outre que la CEA prenne les initiatives nécessaires pour renforcer les associations de producteurs africains actuellement en difficulté. Les mesures qui s'imposent à cet égard seraient les suivantes :

- i) Remplacer le recrutement régional actuel des membres par un système de recrutement interrégional si possible;
- ii) Imiter les opérations réussies des autres associations de producteurs lorsque ce serait possible;
- iii) Faire en sorte que les divers pays intéressés reconnaissent l'importance vitale des associations de producteurs et la nécessité d'une attitude constructive dans la recherche de solutions au sein des différentes associations;
- iv) Faire en sorte que les associations de producteurs africains et la CEA participent activement à l'organisation et à la gestion de tout conseil d'association de producteurs qui pourrait être créé.

D. Questions monétaires

Après que la BAD ait été créée avec le concours actif de la CEA, la seconde institution financière importante que la CEA ait aidé à constituer a été l'Association des banques centrales africaines. La CEA a fourni des services de secrétariat et autres à cette Association ainsi qu'à ses comités sous-régionaux. L'Association aide notamment à promouvoir la coopération entre ses membres dans les domaines monétaire, bancaire et financier, à définir des positions communes en vue des négociations financières et monétaires internationales, et à favoriser la stabilité financière dans la région. Après un démarrage assez lent, l'Association est devenue plus active au cours des dernières années. Un Centre africain d'études monétaires, organe subsidiaire de l'Association, a été créé avec l'assistance de la CEA. Ce Centre, qui entreprendra des recherches et des études sur les questions monétaires et financières en vue de guider l'Association dans son action technique, entrera en activité en 1977. Il aura son siège à Dakar. La CEA continuera à lui prêter aide et assistance pour ses travaux.

La CEA a également aidé le Comité sous-régional de l'Association des banques centrales africaines pour l'Afrique de l'Ouest à élaborer l'accord qui a créé la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. Cette chambre vise principalement à encourager le commerce sous-régional de manière à économiser les devises. Elle contribuera à intensifier la coopération dans des domaines monétaires et financiers envisagés dans le Traité de la CEDEAO. On prévoit d'établir des chambres de compensation similaires dans d'autres sous-régions.

Dans le domaine de la coopération financière internationale, la CEA aide les gouvernements des banques centrales africaines à préparer les réunions annuelles FMI/BIRD, à étudier et à évaluer la situation monétaire et financière internationale et à formuler une position commune en ce qui concerne les problèmes connexes de la période en cours.

Industrie

On n'a fait qu'assez peu de progrès sur la voie de la création d'industries multinationales stratégiques et de base, malgré les déclarations faites par les pays africains et les résolutions adoptées par eux et une série d'études sous-régionales sur la coopération industrielle effectuées par la CEA en vue de déterminer les domaines où la coopération multinationale pourrait contribuer à créer des industries sidérurgiques, des industries des engrais, du papier et de la pâte à papier, des industries mécaniques de base, des industries pétrochimiques et une quantité de petites et de moyennes industries intégrées. En fait, les pays donateurs hésitent maintenant à financer des études préliminaires qui ne voient jamais le jour. On peut sans doute expliquer la médiocrité des résultats obtenus dans ce domaine par les différences que présentent les politiques et les niveaux de développement économique de pays voisins par le fait que l'on n'apprécie pas entièrement les avantages directs et indirects qui résulteraient pour tous les pays du lancement d'un programme de développement industriel intégré fondé sur la coopération, par la dépendance envers les techniques et les investissements étrangers, avec les influences centrifuges qui en résultent, par les problèmes liés au financement et à la propriété multinationale, par la concurrence des importations des biens d'équipement et de consommation et par les différences des politiques nationales concernant les priorités et la protection des nouvelles industries, le chauvinisme et le manque de volonté politique.

Toutefois il convient de noter que les pays continuent à accomplir des efforts de coopération dans ce domaine très important. On a créé des institutions de coopération et des projets ad hoc : un Office africain et malgache de la propriété industrielle (OAMPI) en 1962, un Centre d'études industrielles du Maghreb en 1964, un Centre de développement industriel pour les Etats arabes en 1968 et une Société africaine pour le développement des industries alimentaires à base de mil et de sorgho en 1972. Parmi les projets spéciaux, on peut citer la participation du Ghana, du Togo et de la Côte d'Ivoire à une industrie du ciment; de leur côté le Libéria et le Nigéria ont investi dans les mines de fer de la Guinée; la République-Unie de Tanzanie et la Zambie possèdent un oléoduc en commun; enfin le Nigéria et le Bénin participent conjointement à des projets concernant le sucre et le ciment au Bénin.

Compte tenu des difficultés que rencontre l'instauration d'une coopération économique dans le secteur de l'industrie, on peut dire que l'élément le plus important des activités de la CEA dans ce domaine a été la troisième session de la Conférence des ministres de l'industrie organisée par la CEA, l'OUA et l'ONUDI à Nairobi en décembre 1975. Les principales recommandations adoptées par la Conférence, à la suite de la Déclaration et du Plan d'action de Lima adoptés par la Conférence générale de l'ONUDI, se rapportaient à la création d'institutions, à la coopération intra-africaine dans le développement industriel et à un programme de consultations mondiales sur la redistribution des capacités mondiales de production industrielle. Ces recommandations ont abouti à l'élaboration d'un programme complet de développement industriel pour la période 1976-1981, qui porte sur la planification et les politiques industrielles, la coopération multinationale en vue de l'établissement des industries de base, la création d'institutions et le développement de la petite industrie et des industries rurales.

De façon plus précise, les institutions et les programmes recommandés par la troisième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie organisée par l'OUA, la CEA et l'ONUDI et approuvés par le Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique en novembre 1976 comprennent ce qui suit :

a) L'agro-industrie. Les travaux se poursuivent dans ce domaine. Des services consultatifs ont été fournis à la demande des gouvernements par le Groupe consultatif CEA/FAO sur le développement des industries forestières, par le Groupe consultatif CEA/FAO pour l'alimentation et les industries alimentaires et par les conseillers régionaux de l'ONUDI dans leurs domaines respectifs. Le Groupe consultatif CEA/FAO sur le développement des industries forestières s'oriente vers la fourniture d'une assistance technique à la nouvelle Organisation africaine du bois, organisation intergouvernementale qui a son siège à Libreville (Gabon).

b) Un Centre africain de services d'ingénieurs-conseils et de gestion industrielle déterminera notamment les projets industriels, établira et évaluera les études de faisabilité portant sur les grandes industries nationales et multinationales, encouragera les petites industries et les industries rurales intégrées et aidera à la formation des spécialistes de gestion et des techniciens, à la planification, à l'évaluation et à l'exécution des projets.

c) Un Centre africain pour la fabrication industrielle et les études techniques aidera les pays africains à former les spécialistes nécessaires pour les études techniques, le dessin des outils et des instruments, etc., aidera à la création et au développement d'ateliers, de fonderies et de forges où l'on pourra mettre au point des prototypes et de procéder à des essais, à l'établissement d'une banque de données connexe et au perfectionnement du personnel travaillant dans des institutions nationales similaires.

d) Un Fonds africain de développement industriel servira à financer les activités de préinvestissement dans l'industrie. Il aura pour rôle de déterminer quels sont les projets industriels réalisables, de fournir d'une part des renseignements généraux et d'autre part des conseils sur les investissements et d'évaluer la capacité des sociétés d'ingénieurs-conseils à entreprendre des études de faisabilité pour des projets précis.

e) Un Centre d'étude, d'adaptation et de transfert des techniques industrielles pour la création duquel on a créé le Groupe de travail interinstitutions (CEA, ONUDI, CNUCED et UNESCO).

A la suite des décisions prises à la troisième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, la CEA a lancé des mesures visant le développement des secteurs industriels suivants : les industries métallurgiques de base, les industries mécaniques, les industries chimiques et les industries des matériaux de construction.

Sous réserve que l'on dispose des fonds nécessaires, il est prévu d'envoyer des missions sur le terrain en 1977 pour déterminer les domaines d'action prioritaires à l'échelon national et multinational pendant la période 1977-1981 et aider les gouvernements africains à formuler les stratégies, les objectifs et les programmes de développement de ces secteurs dans le cadre d'une industrialisation autonome de la région africaine.

On a déjà éprouvé de sérieuses difficultés en ce qui concerne le financement de ces programmes par des sources des Nations Unies et il faut que les pays africains étudient comment ils peuvent aider directement ou indirectement à leur exécution.

Agriculture

Sur le plan pratique, la coopération économique dans le domaine de l'agriculture a été décevante, si l'on excepte le fait que la CEA a aidé à créer l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest et qu'elle continue à collaborer aux travaux de cette Association. Ces mauvais résultats ont été imputables au coût élevé des transports dans la région, à la diversité des réglementations nationales sanitaires et d'hygiène, aux politiques nationales hostiles aux échanges intrarégionaux des produits agricoles, à l'insuffisance des facteurs de production et des outils agricoles, à l'importance accordée par les pays aux exportations agricoles vers les pays développés aux dépens de la consommation nationale et à la spécialisation agricole à l'intérieur de l'Afrique, à la concurrence d'importations alimentaires subventionnées et aux préférences des consommations pour les produits d'outre-mer. Toutefois la CEA poursuit ses efforts pour découvrir les domaines de la production agricole où la coopération multinationale serait possible et la favorisera et pour faire de même en ce qui concerne l'expansion du commerce des produits agricoles entre les pays. Aussi effectue-t-elle des travaux sur le terrain pour étudier les domaines possibles de coopération et les mesures qu'il serait nécessaire d'adopter pour surmonter les divers obstacles actuels.

Parmi ses activités récentes en ce domaine, on peut citer l'envoi d'équipes interdisciplinaires sur le terrain pour étudier les moyens d'encourager la coopération multinationale dans le domaine de l'agriculture. L'une de ces équipes s'est rendue en Afrique de l'Est et en Afrique australe pour étudier la possibilité de créer des projets multinationaux de colonisation rurale et une autre en Afrique de l'Ouest pour examiner la question d'un fonds de compensation au profit des pays membres du Conseil intergouvernemental africain de l'arachide qui sont dépourvus de littoral. La CEA a terminé une étude sur la coopération entre les pays de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine de l'agriculture, dont la Gambie a incorporé les recommandations dans son plan de développement, et une étude sur le commerce des produits agricoles entre les pays de l'Afrique de l'Ouest. La CEA fournit une aide et établit des documents techniques à la demande de l'OUA pour la Commission inter-ministérielle africaine pour l'alimentation, qui a été créée sous l'égide de l'OUA conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil mondial de l'alimentation. On prévoit que le Conseil inter-ministériel effectuera ses travaux par l'intermédiaire du Conseil mondial de l'alimentation et du Fonds international pour le développement agricole de la FAO, qui a maintenant un capital de 1 milliard de dollars des Etats-Unis et devrait pouvoir recueillir des fonds et exécuter des programmes pour augmenter la production alimentaire en Afrique. Cet organisme sera aidé dans cette tâche non seulement par l'OUA mais encore par la CEA et la FAO.

Outre qu'elle contribue à encourager la coopération dans le domaine général de l'agriculture, la CEA apporte une aide dans des domaines précis. On peut citer comme exemples pertinents la création du Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA), qui doit coordonner la recherche en matière d'élevage dans la région; les activités de lutte contre la trypanosomiose et la mouche tsé-tsé en vue de leur éradication, qui visent à compléter les efforts accomplis en matière de production animale et d'amélioration de la santé animale par le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) en Afrique de l'Ouest et de l'Est; des études agro-économiques sur les exportations de viande de l'Afrique de l'Est à destination du proche-Orient; enfin une étude sur la production et la commercialisation du bétail dans les pays de l'UDEAC et le Tchad.

Dans le domaine de la production des semences, un certain nombre d'activités sont en cours. Des études commandées par le CILSS sur les normes et les niveaux de pureté des semences et sur la création de centres de production et de distribution des semences ont été achevées et leurs recommandations ont été acceptées par les Etats membres du CILSS. On cherche à obtenir une assistance financière en vue d'appliquer ces recommandations. Dans le cadre du programme de promotion de projets multinationaux intégrés de colonisation rurale, l'équipe de la CEA qui s'est rendue en Afrique de l'Est et en Afrique australe a étudié la question de la production des semences et de l'échange de semences entre les divers pays conformément à leurs possibilités respectives.

L'Association africaine des producteurs de pétrole, qui a été créée à Lagos en octobre 1976, a accepté de donner suite aux recommandations faites par la CEA sur la production de l'huile de palme.

Formation et ressources humaines

L'une des difficultés auxquelles se heurte le continent africain en tant que dernier venu dans la course au développement tient au fait que des mécanismes institutionnels adéquats lui font défaut, en particulier dans le domaine de la main-d'oeuvre. Certains des efforts entrepris par la CEA afin de remédier à cette situation ont déjà été mentionnés dans les sections du présent document qui traitent des ressources naturelles, des transports et des communications et de l'industrie.

Depuis de nombreuses années, la CEA, par l'intermédiaire de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) situé à Dakar, a entrepris diverses activités dans le domaine du développement de la main-d'oeuvre dans le cadre de la planification du développement. La Conférence est saisie de propositions ayant pour objet de renforcer l'Institut.

La CEA a également fourni un appui aux centres de formation statistique qui assurent d'importants services internationaux en Afrique, principalement les centres situés à Rabat, Abidjan, Yaoundé et Kigali pour l'organisation de cours en français et les centres situés à Kampala et à Dar es-Salaam ainsi que l'Université du Botswana et du Swaziland pour les cours organisés en anglais. A cet égard, un projet d'enquête sur les besoins en formation statistique des pays africains recommandé par la neuvième session de la Conférence des statisticiens africains sera mis sous peu à exécution par la CEA et par le Bureau de statistique des Nations Unies. Le projet vise à assurer que la formation du personnel réponde aux besoins des pays de la région, compte tenu de la nécessité de disposer de données plus complètes et plus précises par suite des stratégies internationales et africaines de développement ainsi que du nouvel ordre économique international. Ce projet vise également à améliorer l'efficacité des institutions de formation et à promouvoir un enseignement davantage orienté vers la pratique.

Les activités récentes de la CEA ont porté essentiellement sur la condition de la femme et son rôle dans la société. Les activités de la CEA dans ce domaine ont abouti principalement à la création à l'intérieur du secrétariat de la CEA du Centre africain de recherches et de formation pour la femme fonctionnant sur une base régionale. Le Centre a pour objet de promouvoir l'utilisation intégrale de l'ensemble des ressources humaines - c'est-à-dire des deux sexes - pour la mise en valeur des pays de la région en intégrant plus étroitement les femmes africaines aux efforts de développement entrepris dans leurs pays respectifs.

En raison d'un certain nombre de graves lacunes dans les activités de travail social, de formation et de recherche entreprises en Afrique et afin de donner suite aux recommandations formulées en 1968 par la Conférence internationale des ministres de la protection sociale, la CEA s'occupe de mettre en place un centre africain de recherche et de formation en matière de développement social. Les principaux objectifs du Centre seraient les suivants : formation de niveau avancé de moniteurs dans les domaines du travail social, de la protection sociale et du développement rural; travaux de recherche visant à identifier les problèmes sociaux africains en matière de politique et de planification sociales, pour la mise au point de stratégies de développement social et rural et d'indicateurs en la matière, pour l'échange de renseignements par l'intermédiaire de la création d'un bureau ou d'un centre d'échange d'informations visant à recueillir et à diffuser des renseignements d'intérêt commun; et la coordination des activités de recherche entre les divers établissements et institutions existants et envisagés de travail social, de développement social et d'administration sociale à l'intérieur de la région. Une Conférence des ministres africains des affaires sociales, organisée sous les auspices de la CEA et de l'OUA, s'est réunie à Alexandrie du 10 au 14 janvier 1977 afin de se prononcer, notamment, sur la création du Centre régional, après avoir examiné les offres d'accueil du Centre adressées par divers Etats membres de la CEA. Les résultats des travaux de cette Conférence seront soumis à la Conférence des ministres.

Dans le domaine de la population, la CEA a exécuté trois projets multinationaux au Caire, à Accra et à Yaoundé, pour la promotion de la formation et de la recherche démographiques. Le Centre démographique du Caire, qui a été créé à l'origine en tant qu'organisme régional, dessert à présent les pays africains intéressés ainsi que les pays arabes situés en dehors de l'Afrique. Les activités du Centre sont supervisées par la CEA qui est également représentée auprès du Comité consultatif du Centre. L'Institut régional des études démographiques à Accra a été créé à l'intention des pays anglophones de la région. La CEA participe aux activités du Conseil d'administration et du Comité consultatif de l'Institut, gère les fonds déboursés par l'Institut au titre des services de consultants, participe aux séminaires organisés par l'Institut et contribue au programme d'enseignement de l'Institut. L'Institut délivre un diplôme d'études démographiques supérieures ainsi qu'une maîtrise (Master Arts degree). L'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) de Yaoundé a été créé à l'intention des pays francophones. La CEA participe activement aux travaux du Conseil d'administration et du Comité consultatif de l'Institut et contribue également au programme d'enseignement de l'Institut. La durée des cours offerts par l'Institut, qui était auparavant de trois ans, a été ramenée à deux ans sur décision de son Conseil d'administration.

Bien que ces trois centres soient multinationaux pour ce qui est des services et la formation qu'ils dispensent, ils ne reçoivent aucune assistance matérielle de la part des pays qui bénéficient de leurs services, en dehors de l'appui fourni par les pays hôtes respectifs et par le PNUD. On prévoit qu'en temps voulu les pays qui bénéficient des services et de la formation fournis par les trois centres contribueront au fonctionnement et à la gestion de ces centres.

L'Association africaine pour la formation et le perfectionnement est un autre organisme important de formation créé avec l'assistance de la CEA en 1974. Les principaux objectifs de l'Association sont, notamment, de promouvoir la formation et le perfectionnement dans les secteurs privé, public et paraétatique en vue d'améliorer la productivité et d'assurer une meilleure utilisation des ressources humaines et en vue d'assurer que les activités de formation soient le fait de professionnels. La CEA agit actuellement en qualité de secrétariat intérimaire de l'Association en coopère avec cette dernière grâce à l'harmonisation des programmes de formation et de perfectionnement et par l'adoption de mesures concertées.

Projets interdisciplinaires

Le principal projet multinational interdisciplinaire actuellement entrepris avec le concours de la CEA est le programme de développement de la région du Liptako-Gourma.

Une organisation intergouvernementale, l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma a été créée en 1970 par les gouvernements de la Haute-Volta, du Mali et du Niger en vue de promouvoir le développement régional des ressources minérales, énergétiques, hydrauliques, agricoles, halieutiques et pastorales à l'intérieur de la région du Liptako-Gourma, qui englobe diverses zones contigües bien délimitées des territoires des Etats membres. L'Autorité est habilitée à recruter des consultants et à conclure des accords avec des organisations financières et de recherche pour l'élaboration d'études de faisabilité et d'études techniques.

Dans le cadre des mesures spéciales adoptées en vue de fournir une assistance aux pays les moins développés, le Siège de l'ONU a accepté de fournir une assistance financière en vue d'exécuter les études et projets nécessaires. La CEA a été désignée en tant qu'organisation chargée de l'exécution de la première phase du projet devant s'échelonner jusqu'à la fin de 1972. Cette première phase, qui portait principalement sur l'analyse des données existantes concernant les ressources naturelles et humaines, a été achevée en six mois entre décembre 1972 et juillet 1973. Les recommandations faites par l'équipe portaient notamment sur des études en matière de transport en vue d'examiner la possibilité de donner un débouché sur la mer à la région du Liptakp-Gourma sans littoral, sur des études de faisabilité concernant la création d'un centre de recherche écologique et de formation avancée aux techniques agro-pastorales, sur une étude des conditions du développement agro-pastoral de la zone du Soudan, sur un projet de recherche géologique et minière et sur une étude intégrée du bassin fluvial.

La deuxième phase a été lancée en novembre 1974. L'Organisation des Nations Unies a alloué une somme de 600 000 dollars des Etats-Unis pour son exécution. Les études ont été achevées en dix-huit mois entre décembre 1974 et mai 1975. Les principales recommandations énoncées dans les études englobent la production animale et alimentaire, la navigation sur le fleuve Niger, les routes, le potentiel agro-économique, les minéraux, etc..

La CEA propose d'exécuter une troisième phase portant essentiellement sur l'analyse de la mise en valeur agro-pastorale de la zone soudanaise de la région ainsi que sur la mise en place de projets pilotes pour la production animale et pour le développement rationnel du bétail. Toutefois, il est à craindre que l'exécution de cette phase du projet ne soit retardée ou même abandonnée en raison du manque de fonds.

Les autres projets multinationaux polyvalents auxquels contribue la CEA ou auxquels elle a été invitée à contribuer portent sur le bassin du lac Tanganyika, sur la Commission du bassin du lac Tchad et sur l'Union du fleuve Mano.

Il existe également des projets régionaux spéciaux. Un projet important dans ce domaine est la banque de données. Ce projet sera exécuté en coopération avec la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO). D'ores et déjà, il existe des fiches automatisées en ce qui concerne les statistiques du commerce extérieur, la comptabilité nationale et les statistiques industrielles et, avec l'acquisition en mars 1977 d'un nouvel ordinateur (NCR Century 201 doté d'une mémoire de 64 k multiple), on s'apprête à transférer sur bandes magnétiques les données annuelles statistiques relatives à d'autres domaines. En outre, en ce qui concerne les activités statistiques de la banque de données, il existe un échange régulier de données entre la BIRD, le FMI et le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement de l'ONU.

Préalablement à la mise en place des services documentaires de la banque de données, une mission exploratoire de deux semaines a été organisée du 24 août au 10 septembre 1976 et a été financée par un pays donateur. Cette mission a formulé des recommandations concernant le calendrier d'exécution du projet. Il sera indispensable de recourir à l'utilisation de fonds extra-budgétaires si l'on veut que ces recommandations soient appliquées dans l'avenir proche étant donné qu'elles portent, notamment, sur une augmentation substantielle de l'effectif existant des fonctionnaires et du volume du matériel.

Toutefois, on s'efforce actuellement de mettre à exécution la première phase du projet grâce à la participation d'un fonctionnaire de chaque Division de la CEA à un comité de sélection des documents, l'indexation de l'automatisation des documents établis par les Division et la révision de la liste des principaux descripteurs relatifs au développement de l'OCDE en fonction des besoins de la CEA. En outre, en collaboration avec la CEAO, une étude doit être entreprise dans chaque pays de la région en vue de déterminer les divers centres de documentation existants et d'obtenir auprès de ces centres des renseignements ayant trait aux facilités de documentation, y compris les besoins en matériel, en personnel et en équipement et l'utilisation desdites facilités.

Il est prévu de créer à terme à la CEA un service chargé de répondre aux demandes de renseignements complété par des réseaux dans l'ensemble de la région et doté de moyens de communication rapide avec les centres internationaux existant ailleurs.

La CEA aura besoin chaque année d'un montant d'environ 125 000 dollars des Etats-Unis pour l'exécution du projet (personnel et activités courantes). En outre, il faudra se procurer immédiatement un montant d'environ 100 000 dollars pour l'achat de matériel. Les pays africains sont priés d'aider le Secrétaire exécutif de la CEA dans ses efforts en vue de mobiliser les ressources nécessaires à l'intérieur de l'Afrique et en s'adressant à des donateurs bilatéraux et à des institutions spécialisées.

IV. CONCLUSIONS

L'existence en Afrique d'une multiplicité d'organisations intergouvernementales n'est guère propice à l'instauration d'une véritable coopération économique aux niveaux sous-régional et régional. On recommande une mise en commun des ressources et l'instauration d'une coopération en vue de l'exécution de programmes et de projets et l'instauration d'une coopération multinationale à l'intérieur de la région. Parmi les diverses organisations de coopération multinationale à l'intérieur de la région, l'objectif devrait être de réaliser progressivement l'intégration de ces organisations en une seule organisation sous-régionale multisectorielle de coopération. Cela mettrait de poser des fondements solides pour la création d'une communauté économique africaine, ce qui est l'objectif ultime des pays africains.

Il existe divers obstacles politiques et économiques qui entravent l'exécution des projets multinationaux et qui nécessitent l'attention immédiate des gouvernements.

// Sur le plan politique, on constate à l'évidence que la volonté politique fait défaut dès lors qu'il s'agit de prendre des décisions concernant l'exécution des études déjà achevées et que les responsables ne sont guère disposés à appuyer moralement et matériellement les organismes de coopération qui ont été créés ou les décisions prises par ces organismes. Ce problème est en partie à l'origine des échecs ou de la lenteur des progrès enregistrés dans l'exécution des projets préparés par la CEA et par d'autres institutions intergouvernementales. (Le mécanisme de prise des décisions est aux mains des responsables politiques. Les pays africains devraient prendre des mesures appropriées en vue d'assurer que les décisions prises par les organismes qu'ils ont créés bénéficient d'un plein appui tant sur le plan matériel que politique. Tant que ce principe ne sera pas pleinement accepté, les institutions qui ont été mises en place seront pratiquement réduites au rôle de club de discussions économiques.)

/ En ce qui concerne le domaine économique, l'absence d'une internalisation de la coopération au niveau national et les disparités dans les niveaux de développement économique et dans les mesures économiques appliquées, en particulier en ce qui concerne le développement industriel, engendrent divers problèmes. Ces problèmes se manifestent en particulier aux niveaux de la distribution des bénéfices et de la répartition des industries. // La recherche d'une solution à ces problèmes devrait recevoir une attention prioritaire.

L'une des principales difficultés auxquelles se heurte la CEA dans l'exécution des projets est l'insuffisance des ressources. C'est pour cette raison que le Secrétaire exécutif de la CEA attache une grande importance à la mobilisation des fonds à l'intérieur du continent et à l'extérieur par l'intermédiaire de donateurs bilatéraux et d'autres organismes internationaux.

- - - - -